



Édito

Moralisation, transparence et autres zones d'ombre

Une fois de plus, des mesures sont esquissées en France pour moraliser les fonctionnements politiques et financiers. Une loi viendrait formaliser cette démarche, qui ne va pas sans polémiques et malentendus. Une série d'événements rend actuellement tout cela concevable. Pourquoi, cependant, n'est-ce pas la première fois ni vraisemblablement la dernière qu'une telle démarche est activée ?

Une curieuse tautologie est à l'œuvre. Elle souligne, en effet, qu'il ne faut ni mentir, ni frauder, ni manipuler, ni céder à la corruption, surtout quand on occupe des postes dits de responsabilité et qu'on est censé être exemplaire... Leçon superflue, cependant. A qui faudrait-il redire encore ce que notre culture ne cesse de distiller depuis toujours, ce que la famille, l'école, l'appareil judiciaire, rappellent constamment ? Leçon d'autant plus superflue qu'elle ne s'adresse pas aux jeunes réputés « sans rapport à la loi », mais bien à des adultes, à des puissants qui, eux, font la loi. Et qui, plus d'une fois, la défont. Leçon énigmatique, somme toute.

Faudrait-il moraliser parce que, actuellement, la morale fait défaut dans les affaires politiques et financières ? Rien n'est moins sûr. C'est exactement le contraire qui se passe. Une morale sévère et implacable règne, à laquelle nombre de dirigeants d'entreprise, hommes politiques de différents bords, stars du cinéma, de la TV, du foot... se soumettent de très bonne grâce. Ils s'étonnent même qu'on leur demande des comptes sur les comptes qu'ils nourrissent si scrupuleusement dans des paradis dits fiscaux [belle formule !]. Ce n'est donc pas le défaut mais plutôt l'excès de morale qui rendrait cette moralisation opportune...

Soyons précis. Cette moralisation est une variante de la morale en place dont il s'agit de corriger certains des dérapages trop visibles et des incohérences trop manifestes vis-à-vis du monde réel, du monde qu'elle est censée régir. Enjeu : certainement pas de venir à bout de ces traits récurrents du capitalisme que sont les privilèges exorbitants de certains et les misères et souffrances non moins exorbitantes de beaucoup d'autres. Il s'agit d'encourager des prises de conscience, de favoriser quelques modifications des mœurs, de rectifier à la marge des comportements pris pour des exceptions ostensiblement insupportables en démocratie, — sans toucher à la logique d'ensemble, ni se demander comment et pourquoi l'exception est elle-même une règle. Enjeu : non pas révolutionner, mais pacifier. Ou si on préfère, reprendre des consensus. Cette démarche ne va pas sans contradictions, allers-retours, atermoiements et rancunes. Mais ce n'est pas là, pour nous, une raison pour être déçus. Car une morale peut difficilement faire autre chose que lubrifier des pratiques, des mécanismes, des dispositifs ainsi confirmés dans leur bien-fondé.

Pas question de discréditer la dite moralisation, qui est loin d'être complètement superflue, mais de la situer à sa place, - tout en lui enlevant, en passant, ce qu'elle comporte d'idéalisation du monde réel. Condition pour ne plus être déçus qu'elle ne produise pas ce qu'elle ne peut jamais produire.



sur le site

L'inconscient a encore frappé à l'Assemblée Nationale

Usant d'une lecture approximative de la psychanalyse freudienne et de l'anthropologie Levi-Straussienne, arc-bouté sur des positions naturalistes et biologistes, témoignant de sa souffrance intime à ne pas avoir été élevé par un père (sic), **HENRI GUAINO** a mené une campagne particulièrement hard contre le mariage pour tous. Mais, au moment de voter en appuyant sur le bouton, l'ex-première plume de l'ancien président de la République a eu la main mal-à-droite : il s'est trompé de bouton et a voté en faveur du projet de loi. Dans cet acte, où se placent le lamentablement manqué et le parfaitement réussi ?

Aidants familiaux, aidants informels...

Les aidants familiaux ou informels, la plupart du temps non salariés, interviennent à domicile auprès de membres de leur famille en situation de handicap, enfants ou adultes et/ou de personnes âgées dépendantes. Peu repérées, ces familles, qualifiées de « perdues de vue » par des chercheurs (J.-Y. Barreyre In CEDIAS, **Vie Sociale**, Les aidants informels N°4/2012) font l'objet d'études quantitatives et qualitatives quant à leur nombre et leurs caractéristiques.

Pour cette population, aider est avant-tout une affaire de famille, c'est pourquoi il est intéressant et utile de faire un voyage à travers cette catégorie et ses mises en oeuvre. Intéressant parce que, réelle, imaginaire, idéale ou normale, la famille est le lieu et l'objet de moult représentations, discours et comportements ; chacun - aidé, aidant et intervenant social - a quelque chose à en dire. Ce voyage peut également être utile aux professionnels intervenant au domicile des familles pour repérer les ressources des aidants et élaborer des stratégies d'accompagnement qui s'appuient sur la prise en compte des désirs des usagers, qu'ils soient aidants ou aidés, et la compréhension de certaines au moins des conditions objectives de leur situation.

lire la suite

La Boétie, encore et toujours...

Les logiques économique, politique, judiciaire, institutionnelle... génèrent de multiples rapports de force. Des emprises y prennent racine et se développent. Ces réalités objectives ne sauraient cependant s'imposer complètement sans la complicité consciente et inconsciente des subjectivités : la domination suppose toujours une certaine dose d'obéissance, de résignation voire de consentement. Etienne de La Boétie décrit ce processus en 1546 dans « **Le discours de la servitude volontaire** » publié en 1574 sous le titre « **Le Contr'un** ». Dans ce pamphlet, il questionne la tendance des citoyens à s'asservir à celui qui les gouverne, quelles que soient la légitimité et la violence de son autorité : « Pourquoi tant d'hommes, tant de bourgs, tant de villes, tant de nations endurent quelquefois un tyran seul, qui n'a puissance que celle qu'ils lui donnent... ». Ce texte de philosophie politique



témoigne d'une véritable fulgurance subversive. En plein essor de l'Humanisme et de son espérance dans l'émancipation des hommes par la culture, le savoir, le libre arbitre... La Boétie montre que les sujets désirent moins la liberté que l'asservissement. « Quel malheur est celui-là ? Quel vice ? Ou plutôt quel malheureux vice, voir un nombre infini de personnes, non pas obéir, mais servir, non pas être gouvernés, mais tyrannisés, n'ayant ni biens, ni parents, ni femmes ni enfants, ni leur vie même qui soit à eux ; souffrir les pilleries, les paillardises, les cruautés non pas d'une armée, non pas d'un camp barbare contre lequel il faudrait répandre son sang et sa vie auparavant, mais d'un

seul ; non pas d'un Hercule ni d'un Samson, mais d'un seul homme, et le plus souvent le plus lâche et le plus efféminé de la nation... ». Ce malheur a pour nom « la servitude volontaire ».

lire la suite

XIXèmes Journées d'Etude « Travail, management, performance : entre contraintes et inventions » Paris les 18,19,20 novembre 2013

Intervenants : Bernard BENATTAR (philosophe du travail), Paul BRETECHER (psychiatre-psychanalyste), Roland GUINCHARD (psychosociologue), Marcel JAEGER (titulaire chaire de travail social CNAM), Saül KARSZ (philosophe), Joël LETEMPLIER (sociologue - formateur),



Danièle LINHART (sociologue du travail), Marie-Dominique Lussier (chef de projet secteur médico-social ANAP), François NOBLE (formateur - consultant), Frédéric PIERRU (sociologue). Programme détaillé disponible sur simple demande. Inscriptions en cours.

sur le site

Agenda

Samedi 22 juin 2013 de 9h30 à 17h30 à Arcueil – réunion du comité de lecture préparant les **XIXèmes Journées d'Etude** – ouverte à tous. Probable barbecue en soirée.

18 – 19 – 20 novembre 2013 à Sèvres (92310) – Journées d'Etude **PRATIQUES SOCIALES « Travail, management, performance : entre contraintes et inventions »** Penser la question, soutenir les pratiques

Renseignements au secrétariat : 06 45 90 67 61
Autres informations sur www.pratiques-sociales.org



Conseil d'Administration du Réseau Pratiques Sociales
Saül Karsz, président tél. 06.85.10.23.36, Claudine Hourcadet secrétaire tél. 06.45.90.67.61, Joël Pouliquen - trésorier, Bertrand Martinelli - webmestre, Jean-Jacques Bonhomme, Isabelle Hanquart, Brigitte Riéra
Ont collaboré à ce numéro : J.-J. Bonhomme, C. Hourcadet, S. Karsz.
LEPASDECÔTÉ bulletin numérique du **RÉSEAU PRATIQUES SOCIALES** : formes et contenus soumis à vos critiques et propositions, cher-e lecteur-trice.